

REGLEMENT INTERIEUR DU LYCEE BERNARD PALISSY - MAROMME

Adopté par le Conseil d'Administration du lycée le 29 juin 2017

Le lycée Bernard PALISSY est un lieu de formation et d'éducation dont l'un des objectifs est de préparer les élèves aux responsabilités de citoyen. S'inscrivant dans le cadre des lois et règlements en vigueur, le règlement intérieur du lycée Bernard PALISSY de Maromme a pour objet de définir les règles de fonctionnement de la communauté éducative ainsi que les droits et obligations de chacun. Le chef d'établissement a notamment pour mission de prendre toutes dispositions pour assurer la sécurité des personnes et des biens et de faire respecter le présent règlement à l'intérieur de l'établissement ainsi qu'à ses abords immédiats. Le Conseil d'administration a compétence pour élaborer, modifier et approuver le règlement intérieur.

En conformité avec les principes qui régissent le service public d'Education, les membres de la communauté éducative (élèves, parents d'élèves, personnels de l'établissement) ont pour obligation de respecter :

- les principes de laïcité et de neutralité incompatibles avec toute propagande,
- la gratuité de l'enseignement,
- le devoir de tolérance et de respect d'autrui dans sa personnalité et dans ses convictions politiques, idéologiques et religieuses,
- l'égalité des chances et de traitement entre tous ainsi que le respect mutuel,
- le devoir de protection contre toute forme de violence physique, psychologique ou morale et l'obligation qui en découle pour chacun de n'utiliser d'aucune violence ainsi que d'en réprimer l'usage,
- les prescriptions relatives à la sécurité et à la protection des personnes et des mesures concernant l'intégrité des biens meubles et immeubles,
- le travail, l'assiduité et la ponctualité.

Le règlement intérieur engage chacun quel que soit son rôle dans l'établissement

L'INSCRIPTION D'UN ELEVE, MINEUR OU MAJEUR VAUT ACCEPTATION DU RÈGLEMENT

ENTREES ET SORTIES DE L'ETABLISSEMENT

Le lycée est ouvert au public de 07h45 à 18h00. Un règlement spécifique organise le fonctionnement de l'internat. Toute personne étrangère au service doit se présenter à l'accueil du lycée avant d'entrer dans l'établissement. Pénétrer dans l'enceinte d'un établissement scolaire sans y avoir été expressément autorisé est constitutif du délit d'intrusion. L'article 13 de la loi du 2 mars 2010 renforçant la lutte contre les violences de groupes et la protection des personnes chargées d'une mission de service public a inséré dans le code pénal une nouvelle section relative à l'intrusion dans les établissements d'enseignement scolaires. L'intrusion dans un établissement d'enseignement scolaire ainsi que le maintien sans autorisation dans ce même établissement sont passibles d'une peine d'un an de prison et de 7 500 euros d'amende. L'intrusion en réunion est considérée comme une circonstance aggravante pouvant porter les peines jusqu'à cinq ans de prison et 75 000 euros d'amende. Quiconque favoriserait l'intrusion d'une personne sans autorisation s'expose, de la même façon, aux sanctions pénales et encourt également une sanction disciplinaire : blâme, traduction en conseil de discipline, révocation, etc.

L'inscription d'un élève ne pourra se faire qu'en présence du responsable légal.

Concernant les élèves, deux régimes d'entrée et de sortie de l'établissement sont proposés au choix des responsables légaux.

- Régime 1 : l'élève est autorisé à sortir du lycée lorsqu'il n'a pas de cours (y compris entre deux cours, sauf aux interclasses). Les élèves des classes de 3^{ème} dépendent obligatoirement du régime 2.
- Régime 2 : l'élève n'est autorisé à sortir du lycée qu'à l'issue du dernier cours de chaque demi-journée pour les externes, de la journée pour les demi-pensionnaires.

HORAIRES DES COURS ET CIRCULATION DANS L'ETABLISSEMENT

MATIN		APRES-MIDI	
M1	08h00 à 08h55	S1	13h05 à 14h00
M2	08h55 à 09h50	S2	14h00 à 14h55
Récréation - 09h50 à 10h05		Récréation - 14h55 à 15h10	
M3	10h05 à 11h00	S3	15h10 à 16h05
M4	11h00 à 11h55	S4	16h05 à 17h00
M5	11h55 à 12h50	S5	17h00 à 17h55
Récréation - 12h50 à 13h05			

Accès au service de restauration pour le déjeuner de 11 h 55 à 13 h 30.

L'entrée du lycée sera fermée cinq minutes après le début de chaque heure de cours. Passé ce délai, l'entrée des élèves ne pourra se faire qu'à l'heure de cours suivante.

Les interclasses ne sont pas des récréations. Ils sont nécessités par les changements de salles qu'impose l'emploi du temps. Pour des raisons de sécurité, les mouvements doivent s'effectuer dans le calme et le bon ordre, en particulier dans les couloirs et les escaliers. Aucun chahut ne peut être toléré (courses, cris, etc.) sous peine de punition. Aucun élève ne peut séjourner dans une salle de classe, un atelier, en dehors de la présence d'un professeur ou d'un surveillant, ni rester dans les couloirs et les escaliers pendant les interclasses et les récréations. La circulation injustifiée dans les bâtiments n'est pas autorisée. Tous les personnels, professeurs, surveillants, agents ont le devoir d'intervenir à tout moment, et en particulier lors des mouvements d'interclasses et les récréations, pour éviter le désordre.

ABSENCES ET RETARDS

Retards ou absences ne peuvent être qu'exceptionnels et motivés par une raison sérieuse. Trois retards ou absences de première heure sont susceptibles d'entraîner une retenue. En cas d'absence d'un élève, la famille doit prévenir le plus rapidement possible le bureau des Conseillers Principaux d'Education et, dès son retour, l'élève doit fournir le billet d'absence signé par les responsables légaux. Tout élève présent dans l'établissement est tenu d'y rester jusqu'à l'heure de la fin de ses cours, sauf autorisation préalable exceptionnelle. A défaut il s'expose à une sanction pouvant aller jusqu'à l'exclusion temporaire. Dans la mesure du possible, toute absence prévue (examen du Code de la route ou permis de conduire, rendez-vous chez un spécialiste, journée d'appel, etc..) doit être signalée à l'avance au bureau des C.P.E. Un absentéisme récurrent déclenche une procédure de signalement par le chef d'établissement auprès du Directeur des Services Académiques de l'Education Nationale. Cette procédure entraîne avertissement unique, saisine du Procureur de la République, ...

En cas d'absence d'un professeur, les élèves majeurs et les mineurs qui sont autorisés par leurs parents, pourront quitter l'établissement avec l'accord des C.P.E.

Les cours auxquels un élève n'a pas assisté doivent être obligatoirement rattrapés et ne dispensent en aucune façon du contrôle des connaissances. Il pourra être demandé à un élève absent lors d'un contrôle de le faire dès son retour dans l'établissement.

CIVILITE, COMPORTEMENT ET SECURITE

La politesse et le respect doivent régir les relations entre tous les membres de la communauté éducative, élèves, professeurs et personnels de l'établissement. Un manquement grave à cette règle est susceptible de punitions ou de sanctions. Une tenue et un langage corrects s'imposent. Le chef d'établissement ou son représentant décidera du caractère correct ou incorrect de la tenue. Le mot « tenue » ne se limite pas seulement au côté vestimentaire mais comprend aussi le comportement. La négligence (crachats, chewing-gums, papiers au sol, etc.), la vulgarité (paroles ou gestes grossiers, etc.), la brutalité (bousculades, coups, etc.) sont inacceptables à l'intérieur et aux abords du lycée et sont susceptibles de punitions ou de sanctions. Les élèves veilleront également à respecter la propreté des lieux (salles de classe, sanitaires etc.) par respect pour autrui, pour l'hygiène et par respect du travail des agents d'entretien. Les élèves porteront une tenue vestimentaire adaptée à la vie scolaire. Les pantalons portés trop bas et laissant entrevoir les sous-vêtements, ne peuvent être tolérés. En cas de tenue incorrecte l'élève ne sera pas admis en cours. En outre et pour rappel, conformément à la loi n° 2010-1192 du 11 octobre 2010 : "Nul ne peut, dans l'espace public, porter une tenue destinée à dissimuler son visage" (article 1).

Les couvre-chefs, notamment les casquettes et les bonnets, ne peuvent être portés qu'à l'extérieur des bâtiments. En cas de non respect de cette consigne l'objet litigieux pourra être retiré à son utilisateur et, dans un souci éducatif, remis en main propre au responsable légal. Les cours en atelier nécessitent le port de tenues et d'équipements de sécurité spécifiques (bleus, chaussures de sécurité, Equipements de Protection Individuelle : voir règlement spécifique des ateliers).

Conformément aux dispositions de l'article L. 141-5-1 du code de l'éducation, le port de signes ou tenues par lesquels les usagers manifestent ostensiblement une appartenance religieuse est interdit. Lorsqu'un élève méconnaît l'interdiction posée à l'alinéa précédent, le chef d'établissement organise un dialogue avec l'élève avant l'engagement de toute procédure disciplinaire.

Il est recommandé à tous de ne venir qu'avec des sommes modiques et des objets de faible valeur. Les élèves peuvent disposer de casiers nominatifs (sous réserve de disponibilité) pour ranger leurs affaires, le cadenas est obligatoire. Le nom de l'élève doit être apposé sur le casier.

Il est interdit de circuler sur un cycle, motorisé ou non, dans l'enceinte de l'établissement.

Conformément à la loi, l'introduction au lycée d'objets pouvant porter atteinte à la sécurité ou qui seraient source de danger ou de violence (cutters, couteaux, produits inflammables ou toxiques, armes, bombes lacrymogènes,) est interdite. De même, l'introduction et la consommation de produits stupéfiants ou pouvant porter atteinte à la santé (tabac, alcool, drogues, ...) sont strictement interdites dans le lycée. Conformément au décret N° 2006-1386 du 15 novembre 2006 et à la circulaire du 29 novembre 2006, l'établissement est un lieu entièrement non fumeur. Il est donc totalement interdit de fumer dans son enceinte. Cette interdiction s'applique en tous lieux du lycée, bâtiments comme espaces non couverts. Cette interdiction est également valable pour la cigarette électronique et s'applique aussi lors des trajets aller et retour sur les installations sportives ou à l'occasion des sorties pédagogiques.

Il est formellement interdit de manger ou boire pendant les cours et en salle d'étude (sauf à la demande ponctuelle d'un personnel) et durant les moments de circulation dans les couloirs. Les élèves devront avoir la bouche libre de tout aliment ou chewing-gum en cours.

L'usage des téléphones mobiles, des baladeurs, des lecteurs MP3, des consoles de jeu portables ainsi que de tous autres appareils est strictement réglementé au sein de l'établissement. En conséquence, les élèves possédant de tels appareils doivent les maintenir totalement éteints et rangés durant tous les temps de cours (salle de classe et zone de travail et de circulation des ateliers). Ils ne peuvent en aucun cas servir de montre, de calculatrice, etc. Leur utilisation n'est

autorisée qu'en dehors des temps de cours et doit rester silencieuse. En cas de non respect réitéré de ces consignes l'objet litigieux pourra être retiré à son utilisateur et, dans un souci éducatif, remis exclusivement en main propre au responsable légal. Une attention toute particulière doit être portée à la captation d'images (réalisation de photographies ou de vidéos) qui est strictement interdite au sein de l'établissement en tout lieu et à tout moment.

L'utilisation des moyens de communication numériques est soumise au strict respect de la charte sur l'usage d'internet, messagerie et des services multimédias.

Lors des moments de convivialité (repas à la demi-pension, soirée à l'internat, etc.) il est conseillé aux élèves de ne pas utiliser leur téléphone portable afin de favoriser la communication et les échanges avec autrui.

Tout membre de la communauté éducative qui constate qu'une situation présente un danger grave et imminent pour la vie ou la santé, ou qui constate toute défectuosité dans un système de protection doit en avertir le plus rapidement possible sa hiérarchie ou l'Assistant de Prévention. Il convient que ce signalement soit recueilli de façon formalisée par le biais du registre spécial de danger grave et imminent. Chacun doit respecter les consignes de sécurité des salles spécialisées et des ateliers.

TRAVAIL SCOLAIRE

Par respect pour son propre travail, celui de sa classe et de ses professeurs, chaque lycéen a le devoir de ne pas arriver en retard en cours et d'adopter un comportement positif et constructif à l'égard de ses professeurs et de ses camarades : il doit avoir tout son matériel de travail (notamment chaussures de sécurité, bleu, blouse, etc.), apprendre ses leçons, faire les devoirs donnés, se soumettre à l'obligation d'évaluation et ne pas perturber le cours par des attitudes gênantes pour la classe et pour lui-même.

ATELIERS

Les utilisateurs des plateaux techniques ne pourront y accéder qu'en portant une tenue d'atelier conforme, propre, en bon état et munis de leur Equipement de Protection Individuelle.

En cas de manquement à cette règle, l'accès aux plateaux techniques sera interdit et des sanctions seront prises.

Les élèves qui seraient dispensés d'atelier sur justificatif médical doivent néanmoins être présents en cours. En effet, la dispense concerne la pratique et non la présence. Le professeur assurera une prise en charge spécifique.

PERIODE DE FORMATION EN MILIEU PROFESSIONNEL

Les PFMP (Périodes de Formation en Milieu Professionnel), d'une durée variable, font partie intégrante de la scolarité et par conséquent sont obligatoires. Durant ces périodes, les élèves restent sous statut scolaire. Le présent règlement continue donc de s'appliquer. Les élèves sont tenus d'observer pendant ces stages le même comportement que celui que l'on attend d'eux au lycée. Toute conduite répréhensible (vols, dégradation du matériel, conduite injurieuse, ...) pendant les séquences sont susceptibles de punitions ou de sanctions pouvant amener à la traduction en conseil de discipline. Dans l'hypothèse où l'élève/candidat se trouve en situation d'absence, le principe de récupération s'applique. L'absence prolongée injustifiée et non rattrapée dans les conditions prévues pourra être considérée comme une rupture de la scolarité ne permettant pas l'obtention du diplôme.

LA DISCIPLINE : les mesures de préventions – les punitions – les sanctions

La discipline dans les établissements scolaires est régie par les décrets n°2011-728 du 24-06-2011 et n°2011-729 du 24-06-2012 publiés au Journal Officiel de la République Française les 26 juin 2011 et 14 août 2011.

Les mesures de prévention, de réparation et d'accompagnement :

En cas de manquement volontaire au respect des règles de la vie commune, il pourra être proposé à l'élève et à ses responsables légaux une mesure de réparation à portée éducative (Travail d'Intérêt Général) ; alternative à une punition ou sanction. En cas de refus, une punition ou une sanction sera prononcée par le chef d'établissement.

À l'initiative de l'équipe éducative et du chef d'établissement, tout élève pourra se voir proposer pour une durée variable une fiche hebdomadaire destinée à individualiser son suivi. Un contrat écrit d'objectifs pourra également lui être assigné par le chef d'établissement.

À l'initiative du chef d'établissement, tout élève, en cas de manquements réitérés aux règles collectives, peut être convoqué devant une commission éducative. Son rôle est de permettre la recherche et l'élaboration de solutions éducatives personnalisées. Sa composition est la suivante : le chef d'établissement ou le chef d'établissement adjoint, l'adjoint gestionnaire, un CPE, un parent, deux professeurs, un Assistant d'Education, un ATOSS.

A chaque réunion de cette commission sont également invités le professeur principal de l'élève comparaissant et le (la) Conseiller(ère) d'Orientation Psychologue. Toute personne pouvant contribuer à éclairer les débats peut également être invitée. Il n'y a pas de nécessité de quorum. A l'issue de chaque commission, les décisions prises seront signées par l'élève et son représentant légal en signe d'engagement.

Les punitions :

Elles peuvent être prononcées par l'ensemble des personnels de l'établissement et concernent des manquements mineurs, ponctuels ou premiers au règlement intérieur, notamment :

- absence de carnet de correspondance ou détérioration de celui-ci,
- non respect des règles de vie commune y compris à la demi pension et aux heures de récréation,
- absence de matériel,
- retards ou absences injustifiés,
- perturbation des cours,
- absence de travail, etc.

Les punitions applicables sont les suivantes :

- mise en garde orale,
- mise en garde écrite (sur le carnet de correspondance, par lettre, etc.),
- travail supplémentaire,
- retenue effectuée en salle d'un professeur,
- retenue effectuée en « vie scolaire » ,
- rappel à l'ordre effectué par le chef d'établissement ou son adjoint.

Les retenues peuvent être placées à l'initiative de l'établissement :

- sur toutes les plages horaires restant disponibles à l'emploi du temps des élèves de M1 à S5,
- le mercredi après-midi.

Les élèves à l'encontre desquels une punition a été demandée sont susceptibles de devoir présenter leurs excuses (orales ou écrites) dans l'optique de les aider à prendre réellement conscience du manquement qui leur est reproché.

Toute dégradation volontaire peut entraîner la mise en place d'une mesure de réparation (nettoyage des locaux ou du matériel souillés, etc.).

L'exclusion ponctuelle d'un cours doit demeurer exceptionnelle. Elle ne peut être prononcée que si le comportement de l'élève met en danger sa sécurité ou celle d'autrui ou nuit à l'équilibre de la classe. Elle s'assortit toujours d'un travail à faire, donné par le professeur concerné. Elle peut être accompagnée d'excuses orales ou écrites, à produire auprès de l'adulte ou du tiers visé. Toute exclusion doit faire l'objet d'un rapport écrit rédigé par le professeur et remis au CPE à l'attention du Chef d'établissement. Ce rapport sera adressé à la famille. Dans le souci d'entretenir un dialogue constructif avec la famille, le professeur prévient les responsables de l'élève par téléphone dans les meilleurs délais.

Les sanctions :

Les sanctions sont prononcées par le Chef d'Établissement ou le conseil de discipline. Toute sanction est précédée d'un dialogue avec l'intéressé. Les sanctions concernent les manquements graves ou répétés aux obligations des élèves et notamment les atteintes aux personnes et aux biens. Elles peuvent être prononcées, par exemple, pour :

- les perturbations réitérées de cours,
- les manques ou les refus réitérés de travail,
- les violences physiques, verbales, ou psychologiques envers autrui,
- les manquements à la sécurité des biens et des personnes,
- l'introduction et/ou la consommation à l'intérieur de l'établissement ainsi qu'à ses abords de produits illicites, toxiques, ou interdits par le règlement intérieur,
- le vol, le racket, les menaces,
- la détérioration volontaire de matériel (y compris le carnet de correspondance),
- l'introduction et/ou l'usage de produits dangereux : couteaux, cutters, armes et tout objet pouvant porter atteinte à la sécurité d'autrui.

Les sanctions sont prescrites par la Loi et s'organisent selon l'échelle suivante :

- l'avertissement officiel,
- le blâme,
- la mesure de responsabilisation,
- l'exclusion temporaire de la classe pour une durée maximale de huit jours. L'élève est accueilli dans l'établissement durant toute la période de la sanction,
- l'exclusion temporaire de l'établissement ou de l'un de ses services annexes pour une durée maximale de huit jours,
- l'exclusion définitive de l'établissement ou de l'un de ses services annexes.

Les sanctions prévues aux 3° à 6° peuvent être assorties du sursis à leur exécution dont les modalités sont définies à l'article R.511-13-1 du Code de l'Éducation.

Lorsqu'un élève est exclu ou que l'accès de l'établissement lui est interdit à titre conservatoire, cette période transitoire d'interruption de la scolarité ne doit pas être un temps de désœuvrement. Le maintien du lien scolaire et du travail personnel se font par le recours au cahier de textes numérique. Des aménagements spécifiques sont recherchés à cet effet : photocopies des cours, passage régulier du responsable légal au lycée pour récupérer le travail, etc.

Après une exclusion du lycée, il peut-être demandé au représentant légal d'accompagner l'élève dans l'établissement afin de conforter le dialogue avec la famille. Cette mesure est destinée à instaurer une relation positive entre la famille et le chef d'établissement ou son représentant.

Mesure conservatoire :

Le chef d'établissement, s'il l'estime nécessaire pour des raisons relatives à la sécurité des personnes et des biens, peut interdire par mesure conservatoire l'accès de l'établissement et de ses locaux à un élève, jusqu'à ce qu'il ait été statué sur son cas, au plan disciplinaire comme, le cas échéant, au plan judiciaire. Cette mesure ne constitue pas une sanction.

ACTIVITES, SORTIES PEDAGOGIQUES ET VOYAGES SCOLAIRES

Afin de pouvoir participer à ces activités, l'élève doit être couvert personnellement par une «assurance responsabilité civile». Une attestation est à fournir dans les meilleurs délais chaque année au lycée. Toute sortie pédagogique gratuite est obligatoire au même titre qu'une journée de cours. Les familles en seront averties. Les élèves qui ne participeraient pas aux sorties pédagogiques ne seront pas libérés de cours. Certains projets, non obligatoires, peuvent entraîner la participation financière des responsables légaux qui en sont préalablement informés et donnent une autorisation écrite à l'établissement afin que leur enfant y participe. Le départ et le retour se font toujours du et au lycée. En aucun cas un élève ne peut être exclu d'une activité facultative pour des raisons financières. Un rendez-vous avec l'Assistante Sociale de l'établissement devra être pris par le responsable légal afin de déterminer les éventuelles modalités de prise en charge.

Le règlement intérieur du lycée continue de s'appliquer à tous les élèves y compris lorsqu'ils participent à une sortie ou à un voyage pédagogique à l'extérieur de l'établissement.

EDUCATION PHYSIQUE ET SPORTIVE (voir règlement E.P.S.)

Le rôle de l'éducation physique et sportive est de former à long terme un citoyen lucide, autonome et créatif. Cette discipline favorise ainsi la réussite en contribuant à l'efficacité de l'action individuelle et collective et plus particulièrement dans les apprentissages moteurs. L'E.P.S. vise à la recherche du bien-être, de la bonne santé et de la forme physique. Elle bâtit une image positive du corps qui contribue à l'estime de soi. Elle initie donc l'envie de poursuivre une pratique physique régulière. Pour acquérir ces compétences et connaissances, certaines exigences sont à respecter.

Une tenue spécifique à la pratique est obligatoire. Pour des raisons de sécurité, les chaussures de sport doivent impérativement être lacées et serrées. Les élèves doivent avoir la bouche libre de tout aliment. Les élèves accomplissent seuls les déplacements vers le lieu de pratique de l'EPS. A l'occasion de tels déplacements, les élèves doivent se rendre directement sur les installations et chaque élève, qu'il soit seul ou en groupe est responsable de son propre comportement et de ce fait n'est donc soumis ni à la surveillance, ni à la responsabilité de l'établissement.

Les élèves de 3ème prépa-pro seront obligatoirement accompagnés par un enseignant pour les déplacements entre le lycée et les installations sportives. Le détail de cette organisation est inscrite dans le règlement intérieur EPS.

L'inaptitude occasionnelle ou partielle, un mot des parents ne dispensent pas l'élève de sa présence au cours d'E.P.S. mais seulement de la pratique physique, en totalité ou en partie. Sauf avis contraire des professeurs d'EPS, les élèves inaptes doivent être présents en cours si la durée de leur dispense est inférieure à trois mois. Des précisions sur l'utilisation du matériel, les inaptitudes, les évaluations et les CCF seront données par les professeurs d'EPS.

INFIRMERIE ET PRISE EN CHARGE DE L'URGENCE

Les soins médicaux sont dispensés par l'infirmière. Les élèves doivent être à jour de leurs vaccinations. Les élèves qui suivent un traitement doivent en faire part à l'infirmière et lui remettre obligatoirement ordonnance et médicaments. Un élève malade ne doit pas quitter l'établissement sans autorisation préalable. S'il est mineur, sa famille doit venir le chercher. En cas d'accident dans le cadre des activités scolaires, l'infirmière établira la déclaration d'accident de travail. Hors du temps de présence de l'infirmière, un protocole d'urgence est appliqué. Le SAMU est appelé et les responsables légaux sont prévenus (nécessité absolue de communiquer à l'établissement un numéro de téléphone valide pour être joints). Dans tous les cas, le médecin régulateur du SAMU décide de la conduite à tenir et des modalités de soins ou d'évacuation à mettre en œuvre. La prise en charge financière du transport éventuel vers un service d'urgences incombe au responsable légal de l'élève blessé ou malade. Tout élève malade ou accidenté doit immédiatement prévenir ou faire prévenir le professeur ou le surveillant le plus proche.

C.D.I.

L'établissement dispose d'un Centre de Documentation et d'Information géré par un professeur documentaliste. Les élèves s'y rendent pour des séances de formation menées par un professeur documentaliste ou non, pour rechercher des informations, emprunter des documents, lire ou travailler dans un lieu calme. Une charte définissant l'utilisation de ce lieu est présentée aux nouveaux élèves en début d'année scolaire, signée et agrafée dans les carnets de correspondance.

RESTAURATION

Les élèves déjeunent « au forfait » ou « au ticket ». Deux forfaits sont proposés aux familles : 4 ou 5 jours par semaine. Les jours compris dans les forfaits sont obligatoirement les suivants : Forfait 4 jours : lundi, mardi, jeudi, vendredi. Forfait 5 jours : lundi, mardi, mercredi, jeudi, vendredi. Un badge est remis en début d'année à chaque élève inscrit au service de restauration. Il en est personnellement responsable. Ce badge est personnel et ne peut en aucun cas être cédé ou servir à un autre élève. S'il est perdu ou détérioré le badge sera facturé à l'élève. La demi-pension est un service rendu aux familles. Tout élève qui transgresse les règles de bon fonctionnement (utilisation non conforme du badge, attitude incorrecte, non-respect du personnel de service, etc.) s'expose à des mesures disciplinaires pouvant conduire à son renvoi provisoire ou définitif du service de demi-pension.

INTERNAT

En plus du présent règlement, les élèves internes sont soumis également au respect des dispositions inscrites dans le règlement intérieur de l'internat (voir annexe internat).

Le règlement intérieur de l'établissement vise à organiser harmonieusement la vie dans le lycée, à responsabiliser chaque élève, à promouvoir son autonomie citoyenne.

Pris connaissance le:

Signature de l'élève

Nous nous engageons, en collaboration avec l'établissement, à mettre tout en œuvre pour faire respecter ce règlement par notre enfant.

Signature des parents ou du responsable légal